

J CANADA. PARL. SENAT.
103 COM. PERM. DES RELATIONS
H72 COMMERCIALES DU CANADA.

1955

R4

Délibérations ...

A42

NAME - NOM

1955

SÉNAT DU CANADA



DÉLIBÉRATIONS

DU

COMITÉ PERMANENT

DES

RELATIONS COMMERCIALES DU CANADA

relativement à son enquête sur les mesures
les plus propres, selon lui, à favoriser
davantage l'application de l'Article 2
du Traité de l'Atlantique-Nord

Fascicule 1

SÉANCE DU MERCREDI 11 MAI 1955

Président: l'honorable A. N. McLEAN

TÉMOINS:

Le docteur Raymond W. Miller, conseiller de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. M. Gove Hambidge, représentant régional nord-américain de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

EDMOND CLOUTIER, C.M.G., O.A., D.S.P.
IMPRIMEUR DE LA REINE ET CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE
OTTAWA, 1955.

58096—1

RELATIONS COMMERCIALES DU CANADA

Président: l'honorable A. N. McLEAN

Les honorables sénateurs:

Baird	Euler	McKeen
Bishop	Fraser	McLean
Blais	Gouin	Nicol
Burchill	*Haig	Paterson
Campbell	Hawkins	Petten
Crerar	Howard	Pirie
Daigle	Kinley	Turgeon
Davies	Lambert	Vaillancourt—(26)
Dessureault	MacKinnon	
Duffus	*Macdonald	

35 membres (quorum—7)

*Membre d'office.

ORDRE DE RENVOI

Extrait des procès-verbaux du Sénat, jeudi 24 février 1955:

“Qu’au Comité permanent des relations commerciales du Canada soit conféré le pouvoir de s’enquérir et de faire rapport sur la question suivante:

1. Quelle pourrait être, à son avis, la mesure la plus pratique pour favoriser davantage l’application de l’Article 2 du Traité de l’Atlantique-Nord, par lequel les Parties signataires de ce document conviennent que: “Elles s’efforceront d’éliminer toute opposition dans leurs politiques économiques internationales et encourageront la collaboration économique entre chacune d’entre elles ou entre toutes”.

2. Qu’au Comité, nonobstant la généralité des dispositions précédentes, soit conféré le pouvoir et que soient données des instructions de s’enquérir et de faire rapport de quelle façon, à son avis,

- a) peut être coordonné un projet de développement de collaboration économique, particulièrement entre les pays signataires du Traité de l’Atlantique-Nord, avec les politiques commerciales des autres pays du monde libre;
- b) un projet de développement de collaboration économique entre les pays signataires du Traité de l’Atlantique-Nord, pourrait atteindre le même degré de permanence que celui que vise l’engagement militaire de vingt années aux termes de l’Article 5 du Traité, par lequel “Les Parties conviennent qu’une attaque armée contre l’une ou plusieurs d’entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les Parties”.

3. Que pouvoir soit conféré au Comité d’adresser une invitation à présenter leurs vues à ceux qui désireraient être entendus, y compris des représentants de l’agriculture, de l’industrie, du travail, du commerce, de la finance et des consommateurs, et que le Comité ait aussi le pouvoir d’entendre les représentations du monde des affaires ou de particuliers de l’un ou l’autre des pays de l’OTAN qui désireraient être entendus.

4. Que le Comité soit autorisé à assigner des personnes, à faire produire des documents et registres et à s’assurer les services qui peuvent être nécessaires pour des fins de l’enquête.

Le greffier du Sénat,
L. C. MOYER.

PROCÈS-VERBAL

MERCREDI 11 mai 1955.

Comme suite à la motion et à l'avis de convocation, le Comité permanent des relations commerciales du Canada se réunit aujourd'hui à 10 h. 30 du matin.

Présents: Les honorables sénateurs: McLean, président; Baird, Bishop Davies, Dessurault, Hawkins, Howard, Kinley, Lambert, Macdonald, Paterson, Turgeon et Vaillancourt.—13.

Le Comité étudie l'Ordre de renvoi du 24 février 1955.

Les personnes suivantes présentent un exposé au Comité et sont interrogées par les membres du Comité:

Le docteur Raymond W. Miller, conseiller de l'Organisation des Nations Unies sur l'Alimentation et l'Agriculture.

M. Gove Hambidge, représentant régional nord-américain de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

Il est résolu de faire rapport comme suit:

Le Comité recommande que permission lui soit accordé de faire imprimer 800 exemplaires en anglais et 200 exemplaires en français de ses témoignages en ce qui concerne le pouvoir de s'enquérir sur la mesure la plus pratique, à son avis, de favoriser davantage l'application de l'Article 2 du Traité de l'Atlantique-Nord, et que l'application de l'article 100 du Règlement soit suspendue relativement à ladite impression.

A 12 h. 10, le Comité s'ajourne pour se réunir de nouveau à la discrétion du président.

Certifié conforme.

Le secrétaire adjoint du Comité,
John A. Hinds.

LE SÉNAT

COMITÉ PERMANENT DES RELATIONS COMMERCIALES DU CANADA

OTTAWA, MERCREDI 11 mai 1955.

TÉMOIGNAGES

Le Comité permanent des relations commerciales du Canada, auquel a été conféré le pouvoir de s'enquérir et de faire rapport sur l'expansion du commerce entre les pays signataires du Traité de l'Atlantique-Nord et les autres pays du monde libre, se réunit aujourd'hui à 10 h. 30 du matin sous la présidence du sénateur McLean.

Le PRÉSIDENT: Honorables sénateurs, nous sommes maintenant en nombre. Quelques membres arrivent un peu plus tard. Il est regrettable que deux ou trois comités siègent aujourd'hui à la même heure; cela explique que nous soyons en nombre plus restreint que nous ne l'aurions souhaité.

Nous avons le grand honneur de compter parmi nous ce matin le docteur Raymond W. Miller et M. Gove Hambidge. Je ne crois pas que personne en Amérique connaisse mieux que nos deux invités l'organisation interne de la plupart des nations du monde libre. Grands voyageurs, ils ont étudié sur place l'économie de ces nations et ont fait intimement connaissance avec leurs chefs politiques.

Au fait, je crois avoir déjà parlé à certains honorables sénateurs des activités du Dr Miller telles qu'exposées dans un rapport sur la Fondation Ford pour l'Inde. Le docteur Miller n'a peut-être pas pris connaissance encore de ce rapport, mais il est des plus intéressants.

Le docteur Raymond W. Miller est actuellement conseiller de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, chargé de cours à l'université Harvard, président de la *World Trade Relations Incorporated*, membre du conseil d'administration de l'*American University* de Washington, D.C. et s'est vu conférer le *Hall of Fame Award* pour ses travaux sur l'organisation et la répartition des marchés par la *Boston Conference Distribution* à Harvard.

M. Gove Hambidge représente actuellement l'OAA en Amérique du Nord; il est également très connu comme écrivain spécialisé dans l'agriculture et l'économie. Permettez-moi de vous faire connaître quelques faits saillants de sa carrière.

M. Hambidge est né à Kansas-City dans le Missouri, fils d'un père canadien, M. Jay Hambridge, né à Simcoe, au Canada. Pendant de nombreuses années, il a été attaché, comme journaliste indépendant, à la *Curtis Publishing Company*, au *New-York Herald-Tribune*, au *Harper's* ainsi qu'à d'autres revues et il a écrit des textes radiophoniques pour la *Great Atlantic and Pacific Tea Company*.

M. Hambidge publie depuis sept ou huit ans le *Yearbook of Agriculture*, nous donnant ainsi des volumes fort intéressants sur le sol et l'homme, la nourriture et la vie, la santé des races animales, le climat et l'homme, etc. Ces livres constituent une initiative fort heureuse et très appréciée dans tous les pays du monde.

Il a tenu lieu de coordonnateur à la Commission de régie des recherches agricoles, au département de l'agriculture des États-Unis.

En 1943, il faisait partie de la délégation des États-Unis à la Conférence de Hot-Springs sur l'alimentation et l'agriculture. Il a occupé le poste de secrétaire du comité exécutif de la Commission intérimaire de l'alimentation et de l'agriculture dont M. L. B. Pearson était président. Cette Commission a rédigé l'Acte constitutif de l'OAA.

M. Hambidge a été la première personne à faire officiellement partie du personnel de l'OAA et se trouve actuellement représentant de cette agence dans l'Amérique du Nord (Canada et États-Unis).

M. Hambidge est l'auteur de sept ouvrages dont le plus récent, intitulé: "L'histoire de l'OAA", a été publié en avril par la maison Van Nostrand aux États-Unis et au Canada et par la maison Macmillan en Angleterre. C'est là le premier livre commercial publié sur une institution spécialisée et les droits d'auteurs vont à l'OAA.

L'exposé vous sera présenté par M. Hambidge, mais auparavant, je demanderais au docteur Miller de vous dire quelques mots.

D^r R. W. MILLER: Merci, monsieur le président. Je suis très heureux d'être parmi vous ce matin. Je serai très bref car je sais que M. Hambidge doit vous présenter l'histoire de l'OAA d'une façon qui sera particulièrement utile aux travaux de votre comité.

Il y a deux ans, monsieur le président m'avait exposé les travaux de votre comité; il m'en a souvent reparlé depuis. En tant que citoyen de l'Amérique du Nord, je suis tout spécialement intéressé à la tâche dont votre comité essaie de s'acquitter. Je crois qu'en définitive c'est une tâche d'envergure que celle d'intervenir dans la vie économique du monde de même que dans ses problèmes militaires. L'OAA compte 71 gouvernements membres; elle fonctionne dans tous les pays membres de l'OTAN ainsi que dans d'autres pays. Or, la prospérité des pays membres de l'OTAN, y compris celui qui s'y est joint hier, est limitée par les pays insuffisamment développés du globe, où les deux tiers de la population crève de faim.

J'aimerais vous lire un extrait du préambule des Nations Unies à l'Acte constitutif de l'OAA; vous savez qu'il a été écrit par un Australien.

Les Nations qui adhèrent au présent Acte, résolues à développer le bien-être général par une action particulière et collective, afin:

d'élever le niveau de nutrition et les conditions de vie des populations placées sous leur juridiction respective, d'améliorer le rendement de la production et l'efficacité de la répartition de tous les produits alimentaires et agricoles,

d'améliorer la condition des populations rurales, et de contribuer ainsi à l'expansion de l'économie mondiale,

constituent par les présentes l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, ci-après désignée sous le nom "l'Organisation", par laquelle les membres se tiendront mutuellement informés des mesures prises et des progrès accomplis dans les champs d'activité énoncés ci-dessus.

C'est là un problème économique qui ne peut manquer de nous intéresser, nous de l'Amérique du Nord. Je suis très heureux de voir que votre Comité s'y consacre et me tient à votre disposition pour toutes les questions que vous voudrez poser.

Le PRÉSIDENT: Je vais maintenant demander à M. Gove Hambidge de prendre la parole. Mais auparavant, je voudrais vous présenter M^{me} Rodgers qui accompagne ces messieurs dans leurs voyages à titre d'assistante.

M. Gove HAMBIDGE: C'est grâce à l'aide de M^{me} Rodgers que j'ai pu terminer mon ouvrage sur l'OAA. Je crois qu'au cours de mon exposé, je ne

m'en tiendrai pas étroitement aux sujets économiques et commerciaux. L'OAA travaille assidument à la réalisation de certaines améliorations dont je vous parlerai. Je préférerais cependant, ce matin, vous brosser un tableau général de cet organisme plutôt que d'insister sur des renseignements fragmentaires ou spécialisés. De fait, l'OAA, loin de se confiner comme l'OTAN à des objectifs étroitement délimités, est un organisme à cadres extrêmement larges. Nous nous occupons d'économie et de commerce, car un organisme consacré à l'agriculture ne saurait ignorer ces deux domaines, mais ils ne constituent pas pour nous un intérêt de premier plan. D'autre part, je voudrais souligner dès maintenant que nous nous intéressons d'abord et avant tout à l'hygiène économique des nations et des peuples, car sans hygiène économique il n'est pas de relation commerciale qui puisse tenir. C'est là une question qui concerne le Canada puisque, de fait, votre pays a toujours été à l'avant-garde dans ce domaine comme il l'est assurément dans notre organisme.

Chaque fois que je reviens au Canada, beaucoup trop rarement à mon gré, j'éprouve l'émotion d'un homme qui rentre chez lui après une longue absence. C'est du reste un sentiment qui s'explique facilement puisque mon père est né au Canada; tout près d'ici du reste, à Simcoe. Mon grand-père paternel était venu d'Angleterre au Canada. Mon père était encore jeune quand il alla s'établir au États-Unis. Il était doté de fort peu de diplômes, mais il se distingua si bien dans sa profession de peintre et de dessinateur qu'on l'accepta dans le personnel à Yale et à Harvard. Voilà ce qui arrive aux gens de votre pays: quelle que soit leur chance au départ, ils finissent toujours par aller loin.

Mon parrain, lui aussi, était canadien. D'aucuns se souviendront peut-être de Peter MacArthur, poète, humoriste et grand humanitaire.

Mais si je me sens tellement chez moi au Canada, c'est aussi parce que l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture est née au Canada il y a dix ans, en 1945, lors de notre première assemblée à Québec. Nous fêtons donc cette année notre dixième anniversaire. Je ne sais si les Canadiens, à qui l'on doit l'idéal de notre organisme et sa réalisation, songent à célébrer de quelque façon cet anniversaire, mais cette idée me paraît pleine d'intérêt.

Vous savez peut-être que le président de la première assemblée de l'OAA a été votre ministre des Affaires extérieures, M. L. B. Pearson, alors diplomate aux États-Unis. Après la Conférence de Hot Springs, il demeura pendant deux ans président de la Commission qui prépara l'entente de 44 pays dans les cadres de notre Organisme. J'étais moi-même secrétaire du comité exécutif, et j'ai travaillé très étroitement avec M. Pearson, préparant en fait une grande partie de la documentation qui devait servir de pilier à l'OAA. Je doute qu'une autre agence internationale ait joui d'une préparation aussi adéquate. M. Pearson s'assura le concours de nombreux experts; il affecta des comités différents à chaque étape de notre travail, fournissant ainsi des bases solides à notre Organisme.

Si je jette un coup d'œil rétrospectif sur les dix années qui viennent de s'écouler, je me rends compte que le Canada a vraiment lancé là une heureuse initiative.

J'aimerais vous entretenir de notre travail dans ses plus grandes lignes, mais il est deux points sur lesquels je voudrais particulièrement insister.

Notre univers actuel traverse une crise difficile; et si l'on cherche à atteindre le mal à la racine, on se rend compte, me semble-t-il, que deux conditions fondamentales doivent être réalisées. Sans doute d'autres facteurs entrent-ils en cause, mais ceux dont je parle sont proprement essentiels. Chacun d'eux, par ailleurs, découle des découvertes de la science moderne.

Appliquée à l'agriculture et à l'industrie, la science permet à l'homme des réalisations auxquelles, jadis, il n'aurait pas même rêvé. Des pays comme le Canada, les États-Unis et la majorité de ceux qui composent ce qu'on est

convenu d'appeler le monde occidental peuvent mettre à profit ces possibilités nouvelles. Il n'est pas nécessaire d'insister ici sur ce point: vous savez tous que le Canada comme les États-Unis et quelques autres pays particulièrement développés regorgent pour ainsi dire d'abondance. Cela ne veut certes pas dire que notre sort ne pourrait pas être encore amélioré: je sais cela et j'espère que nous atteindrons un niveau de vie plus élevé encore; mais il reste que celui dont nous jouissons présentement dépasse tout ce qui s'était vu jusqu'ici.

Or un autre groupe de pays, à l'encontre de ceux où la bonne chère et les douceurs de la vie abondent, se trouve relégué au bas de l'échelle du bien-être économique et matériel. Ce groupe représente la moitié de la population du globe ou davantage; ces gens sont encore pauvres et sous-alimentés; ils habitent de misérables taudis, sont insuffisamment vêtus, n'ont ni éducation, ni instruction, meurent jeune, manquent d'instruments modernes et d'équipements nécessaires à leur travail et souvent n'ont pas la vigueur physique nécessaire à l'accomplissement de ce que nous appelons une bonne journée de travail, même si de fait ils travaillent aussi fort que possible. Et pourtant, il serait possible à ces gens et à leurs enfants de profiter d'un niveau de vie meilleur et d'une plus grande abondance; c'est ce dont ils se rendent de plus en plus compte.

C'est cette amélioration, rendue possible par les découvertes scientifiques modernes, mais non pas réalisée dans tous les pays de l'humanité, qui crée aujourd'hui une si violente tension entre les nations. Quand un peuple voit clairement son idéal, il sait qu'il est capable d'y atteindre et en a le droit, il utilisera la violence pour parvenir à son but si les moyens pacifiques ne semblent pas efficace. Et il ne manque pas autour de lui d'agitateurs pour profiter des circonstances et nourrir sa colère.

Notre premier effort sera donc, si je ne m'abuse, de tendre à équilibrer les puissances économiques du globe.

Notre second effort est nettement dépendant du fractionnement de l'atome. Je n'ai pas besoin de parler longuement d'un fait qui est aujourd'hui tellement présent à la conscience de chaque individu. Vous connaissez parfaitement la puissance de destruction que renferme la bombe atomique et la bombe hydrogène. Notre second effort doit donc porter sur un plan de désarmement qui permettra à la civilisation comme à l'homme de se développer et de vivre en paix.

Il faut que ces deux principes s'équilibrent si l'on veut instaurer une paix durable dans le monde. Le développement économique et le désarmement atomique vont de pair; vous ne sauriez les séparer. Vous n'améliorez pas les conditions économiques du monde si vous n'éliminez pas le spectre de la guerre atomique ou hydrogène. Il faut que les énergies qui sont actuellement dirigées vers les domaines militaires soient affectées au développement économique et social de la terre.

Le premier effort, dont je viens de parler, s'est concrétisé au sein de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture, dont votre pays est le parrain et qu'il a considérablement assistée dans son jeune âge. Du reste, le Canada prête encore main-forte à l'OAA, par l'intermédiaire des Canadiens qui occupent d'importants postes dans notre organisme. Le docteur Barton, par exemple, votre ancien sous-ministre de l'Agriculture, travaille avec nous depuis la fondation de l'organisme. Il est toujours membre de l'une de nos plus importantes commissions et il a été, tout récemment, chargé d'une mission en Finlande. Le Dr D. B. Finn, qui occupait autrefois un poste comparable à celui du docteur Baron aux Pêcheries, est directeur de la Division des pêches de l'OAA. M. J. D. B. Harrison, de votre section forestière, travaille avec nous depuis de nombreuses années. M. Vladimir Ignatieff accomplit un excellent travail comme membre de notre personnel agricole. M^{lles} Margaret Hockin et

Marjorie Scott, toutes deux Canadiennes, occupent des positions importantes dans les sections de la nutrition et de l'économie domestique. Et il y en a bien d'autres, sans parler des experts techniques que nous avons chargés de plusieurs missions dans divers pays. On y compte le docteur E. S. Archibald, le docteur J. A. B. MacArthur, M. H. G. Dion (qui fait également partie de notre personnel régulier.) M. Claude Hudson, du ministère de l'Agriculture, partira bientôt en mission en Égypte, au compte de l'OAA. M. H. H. Hannam, directeur de la Fédération canadienne de l'agriculture et ancien président de la Fédération internationale des producteurs agricoles, a tenu lieu de conseiller auprès de la délégation canadienne à toutes les Conférences de l'OAA. Nous avons également envoyé dans des institutions canadiennes une douzaine environ d'étudiants munis de bourses et venant de Birmanie, du Chili, de l'Équateur, d'Égypte, de Finlande, de l'Inde, de l'Iran et d'Israël. Je crois que 30 experts canadiens environ ont accompli des missions sur place pour nous et 14 ou 15 autres sont en voie de le faire.

J'ai dit que l'OAA avait fortement mis l'accent sur la nécessité de parvenir au développement économique grâce à la collaboration technique des pays. De fait, l'OAA a plutôt fait figure de pionnier dans le domaine de la collaboration technique. Il est vrai qu'un travail relativement considérable avait auparavant été accompli par des missionnaires et de temps à autre par des gouvernements, en particulier dans le cas des puissances européennes qui possédaient une armature coloniale. Mais c'est l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture qui a donné à ce mouvement un sens vraiment moderne, en instituant des missions techniques en Grèce et dans la Thaïlande. Et n'oublions pas que l'OAA a été la première institution spécialisée fondée par les Nations Unies. Cette initiative a été bientôt largement appuyée par les États-Unis dont la collaboration technique a pris le nom de programme numéro quatre, et par le Commonwealth britannique par l'intermédiaire du Plan de Colombo, dans lequel le Canada a joué un si grand rôle.

L'OAA a beaucoup aidé à la mise en œuvre de ce mouvement. Il faut dire que l'OAA, de même que toutes les institutions internationales, occupe une place de choix, sinon une place unique, du fait qu'elle est un organisme international plutôt que synallagmatique. En d'autres mots, les 71 nations qui appartiennent à l'OAA sont toutes membres d'un organisme coopératif, qui travaille dans l'intérêt de tous ses membres. Chaque membre a droit à une voix et collabore à l'élaboration du programme de travail. Les responsabilités, de même que les bénéfices, sont partagés entre tous les membres; chacun des membres à qui nous portons secours, sait qu'il est aidé par l'organisme auquel il appartient, sans obligation particulière. Dans bien des cas, c'est là un véritable avantage et je crois que vu l'aspect collaboration de notre travail, les nations très développées qui font partie de l'OAA peuvent en tirer autant d'avantages que les autres pays.

Nous avons donc fait beaucoup de chemin depuis le moment où, il y a dix ans, était lancé à Québec, le projet d'une collaboration internationale. D'idéal, ce projet s'est métamorphosé en un mouvement intensément significatif dont la philosophie est de mieux en mieux comprise et de plus en plus acceptée et dont l'esprit de collaboration continue de croître parmi les nations membres, alors que se dessine toujours plus nettement l'objectif qu'il poursuit. Voici ce que j'en dis dans mon livre: "L'histoire de l'OAA":

"Des centaines, des milliers peut-être, de savants et d'experts sont maintenant disséminés à travers le monde, faisant reculer sans cesse les frontières du savoir, augmentant les applications pratiques des sciences théoriques et effectuant les modifications nécessaires à la modernisation des institutions et des coutumes d'un autre temps. Des milliers de jeunes gens, venus de ces pays qu'on considère retardataires fréquentent maintenant à l'étranger des universités, des collèges et des écoles techniques et retourneront mettre au

profit de leur pays leurs connaissances spécialisées. Ce procédé peut parfois paraître lent et peu encourageant; l'est-il donc davantage que les voyages de Colomb, de Magellan, de Frobisher et de Drake qui à leur époque ont pu paraître désespérés, mais qui ont donné des résultats aussi inattendus que colossaux; l'est-il plus que la lente caravane des chariots à bœufs explorant la vaste Amérique, aujourd'hui pays des innombrables possibilités? Ces projets hardis plaisent d'ordinaire au cœur de l'homme; ils agrandissent son âme, monopolisent son énergie pour en faire jaillir les plus belles réalisations qui soient!"

Oui, je voudrais bien insister sur ce point. Voilà un mouvement qui est vraiment nouveau et qui mettra en valeur d'une façon qui ne s'est encore jamais vue, le rôle des Américains et des Canadiens. C'est un mouvement qui grandit et qui continuera à grandir. D'autre part, vous voyez venir vers nos deux pays une marée de personnes avides de se procurer les connaissances techniques dont leur pays a besoin et cette marée est plus forte que jamais. Les chiffres, là-dessus, sont absolument étonnants. L'OAA ne voit passer dans ses cadres qu'une petite fraction des individus qui viennent en Occident chercher les connaissances nécessaires et qui retourneront ensuite qui en Amérique du Sud, qui dans le Moyen-Orient, qui en Extrême-Orient; mais le chiffre global est vraiment sidérant.

Je voudrais maintenant vous donner quelques exemples pratiques de la tâche que nous avons entreprise.

Vous pouvez séparer cette tâche en trois parties: premièrement, les programmes et les entreprises de nature régionale, en Extrême-Orient, dans le Proche-Orient, en Amérique latine et en Europe, qui consistent à rapprocher deux pays voisins dans le but de les faire aborder conjointement des problèmes qui les touchent tous les deux; deuxièmement, les programmes et les entreprises à l'intérieur d'un pays en particulier; et enfin, troisièmement, les renseignements et les données diffusés des sièges centraux et couvrant presque le monde entier.

J'ai beaucoup d'admiration pour le rayonnement régional de l'OAA, car nous avons été les premiers, je crois, à prendre cette initiative qui convient bien à un organisme international. Le meilleur exemple de ce rayonnement est peut-être la Commission internationale du riz en Extrême-Orient. Il y a quelques années, nous avons réuni les pays intéressés par cette question dans un organisme qui payait presque toutes ses dépenses grâce aux contributions de ses membres et dont le programme d'action prévoyait l'amélioration de la production, de la préparation et de la distribution du riz dans toutes les régions où le riz constitue l'aliment de base. Au début, il y avait grande pénurie; mais actuellement la production s'est tellement intensifiée que certains pays, toujours de court autrefois, commencent à subvenir entièrement à leurs besoins et qu'il se produit ici et là certains excédents. Quand je parle d'excédents, ce n'est pas du point de vue besoin humain. La famine et la sous-alimentation sévissent encore dans ces régions et il reste beaucoup à faire pour améliorer la production par homme et par acre, de même que l'emmagasiner et le commerce.

La Commission du riz a dû d'abord s'occuper de la culture de meilleures espèces de riz, en particulier d'espèces hybrides, nées du croisement d'espèces japonaises et indiennes et spécialement prévues pour convenir aux moyens de fertilisation, dans le but d'accroître la production.

C'est un procédé qui a permis au Japon de doubler presque sa production de riz par acre au cours d'une période de cinquante ans. La Commission a également traité divers autres problèmes sur lesquels je ne veux point m'attarder. L'intérêt, en effet, ne réside pas dans les projets entrepris, mais bien dans le fait que pour la première fois, des pays qui n'avaient encore jamais échangé de renseignements scientifiques, qui ne s'étaient jamais rencontrés pour traiter des problèmes communs, pays dans lesquels les savants et les

techniciens demeuraient chacun bien à l'abri, dans son petit trou, sans aucun moyen de communication, que ces pays travaillent maintenant conjointement et généreusement, échangeant constamment des renseignements et s'aidant mutuellement.

Les renseignements circulent donc maintenant entre ces pays tout comme le Canada et les États-Unis se communiquent les résultats de leurs efforts pour produire un blé qui résiste à la rouille, avec cette différence que c'est là un système entièrement nouveau pour l'Extrême-Orient. C'était là une entreprise colossale que seul un organisme comme celui qui a été fondé ici il y a dix ans pouvait mener à bonne fin.

Je pourrais vous donner plusieurs exemples du genre dans les domaines de l'agriculture, des pêcheries et des forêts. Un autre cas que vous connaissez sans doute fort bien est la campagne que nous avons menée dans le Proche-Orient et en Extrême-Orient contre la peste bovine. Le Canada y a joué un grand rôle car certaines techniques pour produire un vaccin efficace contre la peste bovine avaient été élaborées ici-même durant la guerre, avec l'aide des États-Unis. Une bonne partie du travail s'est aussi exécutée ailleurs, notamment en Afrique, au Japon et dans l'Inde. La tâche de l'OAA a été en cela d'encourager la production par des moyens techniques modernes et l'utilisation de vaccins peu coûteux mais efficaces et d'aller répétant que tous les pays affligés de ce fléau, qui est l'un des pires qui puissent menacer les races animales vivantes, pourraient le neutraliser facilement en appliquant dans leurs propres cadres les mesures radicales qui s'imposent et en échangeant entre eux les renseignements techniques et le matériel nécessaires à la formation de services vétérinaires adéquats. C'est ce à quoi ces pays s'emploient actuellement et je crois qu'on peut dire que la peste bovine sera, dans un avenir rapproché, affaire du passé.

Nous avons accompli une mission semblable dans le cas de la locuste du Moyen-Orient. Depuis des millénaires, ces insectes, par vols d'une ampleur et d'une puissance de destruction incroyables, ravagent les pays de la zone méditerranéenne et s'étendent même plus à l'est. Durant la guerre, les autorités britanniques avaient instauré un certain esprit de collaboration entre les pays intéressés dans la lutte contre l'invasion. L'OAA a poussé beaucoup plus loin cette initiative. Les nations qui travaillent de concert ajoutent des fonds et du personnel à ce que l'OAA peut fournir et elles sont également aidées par quelques autres pays situés en-dehors de cette région.

Il est trop tôt encore pour annoncer que la locuste est définitivement hors de combat. Le travail de défrichage est loin d'être terminé; la situation est cependant plus encourageante et l'on entrevoit la solution du problème, grâce à l'utilisation de matériels et de techniques modernes et à l'esprit de collaboration qui règne entre les pays concernés. Un programme local d'action visant à maîtriser les locustes fonctionne actuellement en Amérique centrale sous les auspices de l'OAA.

Nous travaillons également à certains projets de culture agricole. Vous avez sans doute entendu parler de la culture du maïs hybride en Europe, à partir de graines venues des États-Unis et du Canada, et qui s'est développée au point que les pays d'Europe cultivent maintenant leurs propres produits hybrides. Je n'ai pas de chiffres tout à fait récents à vous donner mais si j'en crois les derniers renseignements que j'ai reçus, la valeur de la récolte de maïs, sur une période de deux ans, avait augmenté de quelque \$64 millions, à comparer à la valeur de cette même récolte sans l'utilisation des produits hybrides. Pourtant, les produits hybrides n'occupaient que 6 p. 100 de l'espace total réservé à la culture du maïs. Ce gain de \$64 millions avait coûté environ \$40,000 à l'OAA, couvrant ainsi beaucoup plus que les dépenses de ces deux années.

Le secret du succès avait été, ici encore, d'amener des pays à collaborer étroitement.

Un autre programme semblable vient d'être lancé; il s'agit de la production d'un blé résistant à la rouille et de plants d'orge améliorés, dans le Proche-Orient et la zone méditerranéenne. Le directeur de ce programme est le docteur L. E. Kirk, originaire de la Saskatchewan, qui, depuis de nombreuses années, détient un poste important à l'OAA.

La lutte contre la fièvre aphteuse en Europe est une autre de ces entreprises régionales qui ne fait que commencer, mais qui permet d'espérer qu'on pourra bientôt maîtriser cette maladie terrible. A l'aide d'un bon système de renseignements et de l'utilisation de vaccins peu coûteux, la Commission européenne sur la fièvre aphteuse devrait certainement arriver à de bons résultats dans ce domaine. Vous êtes bien placés, vous Canadiens, pour reconnaître la valeur de la collaboration quand il s'agit d'éliminer un fléau dont la puissance de contagion est si grande et si rapide.

Un autre bon exemple de travail régional est l'étude, et si possible l'élimination, de la maladie communément appelée "kwashiorkor", qui sévit dans quelques pays d'Afrique et ailleurs. C'est une déficience nutritive due à un régime pauvre en protéines. La maladie s'attaque de préférence aux jeunes enfants dans les régions où le régime est si pauvre en protéines qu'une fois l'enfant sevré, il manque totalement du genre de nourriture dont il a le plus besoin à son âge. Les effets organiques sont très graves et le taux de mortalité est extrêmement élevé. Des études sur places ont été faites par l'OAA et par l'OMS visant à établir la nature de la maladie et à démontrer qu'elle peut être efficacement neutralisée par l'adjonction de protéines au régime alimentaire des enfants. Les protéines ont été, dans ce cas, fournis sous forme de lait écrémé et déshydraté, par le Fonds de secours des Nations Unies à l'enfance malheureuse. Mais le problème reste cependant d'améliorer la nourriture locale.

Il en est de même de nos travaux de pêche, par exemple le travail accompli par le Conseil des Pêches de l'Indo-Pacifique, appuyé par l'OAA, et le travail accompli en sylviculture par l'intermédiaire des commissions régionales forestières en Europe, en Extrême-Orient, en Amérique latine et tout récemment dans le Proche-Orient.

Bien que les travaux régionaux soient intéressants et importants, ils ne constituent qu'une petite partie de l'activité de l'OAA. Le travail de notre organisme s'accomplit naturellement à l'intérieur de chaque pays individuellement. Le nombre de missions accomplies ou en voie de l'être s'élève maintenant à 900.

Je vous donnerai un ou deux exemples. Le plan d'irrigation du Gange-Kobadak, dans le Pakistan oriental, devrait vous intéresser. Dans cette région qu'on nommait habituellement le Bengale oriental, la famine a souventes fois sévi avec violence. La hauteur de pluviosité est grande; la pluie inonde le sol durant la saison des moussons, accompagnée d'une élévation dangereuse du niveau des eaux. Une fois l'eau écoulée, il ne pleut plus de l'année et le pays tombe en quelque sorte en sécheresse. Les eaux de la crue sont utilisées pour la culture du riz qui ne donne qu'une récolte par année. Ce pays a donc besoin d'un système approprié d'emmagasinage et d'irrigation qui lui permettrait de produire chaque année deux ou même trois récoltes tout en lui apportant nombre d'autres avantages. L'OAA a donc élaboré un programme fort complet pour l'édification d'un système d'irrigation, programme qui doit être actuellement en voie d'exécution. Par l'intermédiaire du Plan de Colombo, le Canada fournit une usine génératrice d'un million de dollars et les États-Unis, en vertu d'une entente synallagmatique, fournissent un matériel important.

Les pêcheries de Ceylan sont un autre exemple du travail que nous accomplissons. L'OAA a tenté de démontrer l'avantage d'utiliser, pour les barques des pêcheurs, des moteurs qui leur permettent de s'éloigner davantage de la côte, de s'emparer de pièces plus intéressantes et d'aller pêcher en dépit de conditions atmosphériques qui, en temps normal, interdiraient l'usage des petites voiles ou des barques à rames. Cette démonstration a fait grand effet et bientôt on requièrait partout des moteurs, qui, eux aussi, ont été fournis grâce au Plan de Colombo. L'amélioration des barques et des engins à travers toute la zone asiatique et ailleurs est l'une des grandes tâches de l'OAA et plusieurs pays font appel à notre aide.

Nous avons du reste beaucoup de succès et notre initiative commence à se répandre ailleurs en Asie. Notre entreprise atteint un grand nombre de personnes extrêmement pauvres et confinées dans des régions où la civilisation a fait peu de progrès. Le sénateur MacLean sera d'accord avec moi sur ceci: la mer est un immense réservoir, non encore exploité, où dorment des richesses alimentaires particulièrement précieuses pour un peuple condamné à un régime fort pauvre; il peut y trouver à prix économique la nourriture dont il a vraiment besoin.

Quant à nos travaux forestiers, je n'en donnerai qu'un seul échantillon, mais il est significatif. Il s'agit de l'exploitation des richesses forestières que contient le bassin de l'Amazone au Brésil. Ces richesses ont été exploitées d'une façon discontinue et inadéquate et le Brésil n'en a pas tiré le revenu auquel il aurait pu s'attendre. Le gouvernement travaille donc actuellement à l'élaboration d'un programme d'exploitation intensive et systématique de ses richesses forestières; je crois qu'il est juste de dire que le mouvement a été lancé par un groupe d'experts envoyés sur place par l'OAA pour y faire rapport. Des entreprises expérimentales sont maintenant en voie d'exécution et elle sont fort prometteuses pour l'avenir.

Je crois que vu le temps qui m'est accordé, je ne peux guère ajouter plus de détails sur les objectifs de l'OAA.

J'ai dit, je pense que le cœur même de notre travail se fait aux sièges sociaux. Cela comprend des relevés annuels de statistiques et les études auxquels vous êtes habitués, auxquels vous contribuez et dont vous appréciez, j'espère, l'utilité. Ces travaux sont consacrés à l'agriculture, au commerce, aux pêcheries, aux forêts et aux produits forestiers ainsi qu'à la nutrition, le tout étudié à l'échelle internationale. Quelques-unes de ces études ont été des innovations; je veux dire par là que nous avons établi les premières statistiques internationales sur les forêts et les pêcheries.

Je puis mentionner un autre projet qui intéresse le Canada. Nous nous occupons du programme des Nations Unies concernant l'usage de la force atomique à des fins pacifiques. Vous savez sans doute qu'il se tiendra une conférence à Genève au mois d'août prochain, à laquelle le Canada sera représenté. Nous essayons de tracer un tableau de l'usage de la force atomique à des fins pacifiques telles que l'amélioration de l'agriculture, des forêts, des pêcheries et de l'alimentation. Nous voulons connaître ce qui se fait actuellement et ce qui peut se faire. Nous collaborons présentement avec les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni, où s'accomplit la plus grande partie du travail, mais nous avons l'intention d'y intéresser tous les pays du monde. C'est là le début d'une entreprise qui, je crois, peut être extrêmement profitable. Nous voulons citer de bons exemples du travail accompli dans ce domaine. Puis-je dire en passant que trop de ces exemples, à mon sens, sont tirés des États-Unis et trop peu du Royaume-Uni et du Canada ainsi que d'autres pays.

Nous nous sommes intéressés également aux problèmes que posent les produits de base. Le docteur S. C. Hudson de votre ministère de l'Agriculture est membre de notre Commission sur les produits de base, qui tiendra bientôt

l'une de ses assemblées régulières à Rome, et le docteur W. C. Hopper, votre attaché commercial à Washington, s'est acquitté de façon remarquable de sa tâche de vice-président de la sous-commission de distribution des excédents, laquelle a dû longuement s'acharner à certains des problèmes les plus embarrassants que pose la question des excédents.

Actuellement, cette sous-commission s'occupe particulièrement du problème que pose l'excédent de lait écrémé et déshydraté, car ce produit semble mieux se prêter à un usage international efficace. Il est trop tôt encore pour prévoir l'issue de la question mais le groupe qui travaille à Washington fait preuve d'un magnifique esprit de collaboration.

Je regrette de ne pouvoir vous donner qu'un aperçu fort schématique de notre travail. Je voudrais surtout souligner ce que j'ai dit au début, à savoir que l'OAA n'était qu'un instrument mis à la disposition des nations modernes pour leur permettre d'atteindre le bien-être et de réduire ainsi la forte tension qui divise actuellement le monde. Vous direz peut-être que cette tension a toujours existé et c'est vrai. Mais à la lueur fulgurante de l'explosion atomique, cette tension prend une signification vraiment dramatique. Il faut à tout prix que les peuples et les nations arrivent à chasser définitivement le fléau de la guerre, en essayant de collaborer ensemble grâce à l'OAA au niveau des questions pratiques et grâce aux négociations au niveau élevé des relations diplomatiques et politiques.

L'OAA ne joue qu'un rôle discret et humble mais sa valeur dépasse de beaucoup ses possibilités. Je crois que le Canada peut être fier d'avoir été le parrain d'un tel organisme.

Du reste, l'OAA n'a pas qu'un objectif négatif; il ne tend pas seulement à éliminer la guerre; notre organisme tend surtout à développer à leurs justes mesures les puissances de l'humanité, tout en tenant compte des possibilités destructives des armes nucléaires. L'objectif constructif de notre organisme englobe tout ce qui peut s'accomplir à l'aide des nouvelles découvertes techniques et scientifiques; il s'occupe de ce dont s'occupe votre comité: de commerce, d'échanges, et de relations économiques entre les nations.

Je vous remercie, messieurs, de m'avoir écouté ce matin avec autant d'attention. Je serais heureux de répondre aux questions que vous voudrez me poser.

SÉNATEUR KINLEY: Monsieur le président, je dois maintenant aller à un rendez-vous important fixé la semaine dernière; je ne voudrais pas que mon départ puisse laisser croire à un manque d'intérêt de ma part. C'est sans doute pour nous un grand avantage que de pouvoir communiquer avec des personnes aussi bien informées que nos deux invités d'aujourd'hui et je lirai avec intérêt le compte rendu du Comité.

LE PRÉSIDENT: Nous savons tous que le sénateur Kinley s'intéresse beaucoup à ce sujet. Je suis sûr que tous les sénateurs conviennent que M. Hambidge nous a donné un compte rendu intéressant de ce qui se fait à travers le monde actuellement pour aider les nations à exploiter leurs ressources, à éliminer des maladies inutiles et pour les remettre sur pied de façon que, vivant normalement, elles augmentent leur pouvoir d'achat et que dans ces conditions, les menaces de guerre soient de plus en plus reculées.

On peut maintenant poser des questions à monsieur Hambidge et au docteur Miller.

SÉNATEUR VAILLANCOURT: L'OAA compte-t-elle des membres venus de derrière le Rideau de Fer?

M. HAMBIDGE: Non. Nous avons eu une discussion intéressante à Québec à ce sujet, justement. M. Pearson et moi-même tentions de garder les choses à un juste milieu. Les Russes envoyèrent trois représentants à cette conférence: la Russie, la Byélo-Russie et l'Ukraine, mais nous ne savions pas si

oui ou non ils allaient définitivement se joindre à nous. Finalement, ils furent de Moscou la nouvelle que leur gouvernement avait opté pour la négative.

SÉNATEUR VAILLANCOURT: En 1943, ils ont assisté à la Conférence de l'OAA à Hot-Springs.

M. HAMBIDGE: Oui, ils ont assisté à Hot-Springs, de même qu'à la Commission intérimaire où ils ont fait du très bon travail,—sans que ne surviennent quelques ennuis, évidemment. J'ai toujours cru que les représentants de la Russie se seraient joints à nous si la décision finale était venue d'eux. Mais il s'agissait là d'une question gouvernementale et ils n'ont pas eu voix au chapitre.

SÉNATEUR VAILLANCOURT: Ils ont eu plusieurs ennuis de ce genre en 1943.

M. HAMBIDGE: En effet. Plus tard, à travers toute l'Europe orientale, tous les pays de derrière le Rideau de Fer se sont retirés et nous n'avons plus de membres du Rideau de Fer.

SÉNATEUR ROBERTSON: M. Hambidge, j'ai lu il y a quelques années qu'on avait un tel besoin de protéines qu'on songeait éventuellement à déposer des poissons temporairement dans les rizières, je suppose. Quel a été le succès de ce projet?

M. HAMBIDGE: Cela est beaucoup plus qu'une expérience. Je ne l'ai pas mentionné ici car j'avais tant d'autres choses à exposer.

Tout à fait distinct du problème de la pêche maritime, celui de la pisciculture organisée dans les eaux intérieures tend à prendre une importance croissante. Dans certaines régions d'Extrême-Orient, il s'agit là d'un art très ancien et en Indonésie, par exemple, on le pratique depuis quatre à cinq millénaires; ces gens l'ont d'ailleurs développé d'une façon étonnante.

A la demande de certains gouvernements, nous nous sommes lancés dans ce domaine pour aider à l'organisation de réservoirs à poissons en Thaïlande, comme d'ailleurs ici, aussi bien qu'à Haïti, à Saint-Domingue, et ailleurs. Les réservoirs ne constituent d'ailleurs qu'une partie du système; le poisson est lâché dans les ruisseaux ou les canaux d'irrigation et enfin dans les champs de riz. Durant la période d'inondation des champs de riz, les poissons aident à l'engraissement des plants, et, s'il s'agit d'une espèce à reproduction et à croissance rapides, on peut recueillir, après le drainage, une quantité considérable de bonne nourriture protidique.

SÉNATEUR ROBERTSON: Combien de temps cela prend-il?

M. HAMBIDGE: Pour ce qui est des champs de riz, je l'ignore, mais c'est toutefois moins d'un an. Pour ce qui est des réservoirs, des canaux et des ruisseaux, c'est une question de douze mois. Ainsi, à Haïti, on surpeuple les cours d'eau, et quand les champs de riz en sont inondés, les poissons y sont entraînés, en sorte que le repeuplement est ainsi assuré.

D^r MILLER: Puis-je ajouter, monsieur le président, que lors d'un séjour à Bangkok en Thaïlande, j'ai vu une récolte de poissons, dans des champs de riz, qui s'élevait à 3,000 livres de Tilapia par hectare pour une période de trois mois et demi.

SÉNATEUR ROBERTSON: Si je comprends bien, on les avait mis dans les champs de riz alors qu'ils étaient très petits.

D^r MILLER: C'est cela. On les y place alors qu'ils ont à peine un pouce de longueur. L'histoire du Tilapia est très romanesque. Cette espèce de poisson peut atteindre l'âge adulte grâce aux soins de la mère qui transporte ses petits dans sa bouche tant qu'ils ne sont pas en mesure de se suffire à eux-mêmes. C'est ainsi qu'ils échappent aux ennemis qui normalement dévoreraient les petits.

Sénateur BAIRD: Et à la moindre alerte, ils se réfugient de nouveau chez la mère.

D^r MILLER: En effet. On peut s'en rendre compte en frappant la paroi d'un aquarium: les petits retournent aussitôt à la bouche maternelle.

Sénateur LAMBERT: Puis-je poser une ou deux questions à M. Hambidge? Le docteur Miller lui aussi pourra peut-être m'éclairer. L'OAA est une institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies et ses réalisations dépendent de l'assentiment qu'elle peut obtenir des gouvernements nationaux. En d'autres termes, c'est la politique de chaque gouvernement particulier représenté à l'OAA ou aux Nations Unies qui influence la façon dont sont poursuivis les buts de l'Organisation en ce qui a trait à la production et à la distribution des produits alimentaires. A ce propos, j'aimerais qu'on apporte quelque lumière sur un passage qu'on trouve en page 10 du texte du témoignage et qui se lit comme suit:

Le docteur W. C. Hopper, votre attaché commercial à Washington, s'est acquitté de façon remarquable de sa tâche de vice-président de la sous-commission de distribution des excédents laquelle a dû longuement s'acharner à certains des problèmes les plus embarrassants que pose la question des excédents.

Cette phrase me paraît mettre l'accent sur un point qui constitue, au Canada, un problème très réel en ce qui a trait à la production des céréales. Je ne veux nullement soulever des questions politiques, mais la distribution des excédents avec lesquels on peut nourrir le monde, cela constitue un excellent programme économique. Et je voudrais savoir jusqu'où l'OAA peut aller dans son effort pour résoudre les problèmes que pose l'échange de denrées entre les pays et dans quelle mesure on peut compter sur elle pour rendre faciles ces échanges.

M. HAMBIDGE: C'est là une question difficile, et aussi un peu à côté du sujet. Ce n'est pas sans une certaine réticence que Bert Hopper entreprit cette tâche. Je ne sais si vous le connaissez, mais c'est un homme charmant. J'ai pour lui la plus grande estime. Il ne voulait pas devenir vice-président de la sous-commission, mais tout le monde insistait sachant qu'il ferait du bon travail. Il est aussi doué que modeste. D'autre part, le gouvernement canadien ne manifestait pas, je crois, une confiance très grande en cette sous-commission; il se figurait mal son rôle, et Bert de son côté n'a jamais pris une attitude particulièrement combative pendant qu'il était à la sous-commission: il a simplement accompli un excellent travail.

Le problème que vous venez de souligner est, en particulier, extrêmement difficile. L'OAA y a travaillé sans relâche, depuis que sir John Orr, alors qu'il était directeur général de l'OAA, a lancé ce vaste projet dont vous vous souvenez sans doute, visant à former un office mondial de l'alimentation. Certains gouvernements s'opposèrent alors à ce projet. Il se serait agi d'un conseil nanti d'une très grande autorité sur le plan international, et qui aurait eu pour rôle d'acheter et de vendre des denrées, et d'en constituer des réserves pour tempérer des fluctuations de prix excessives, tellement nuisibles aux producteurs, et pour être en mesure de faire face aux pénuries dont les consommateurs auraient à souffrir. Mais les gouvernements refusèrent ce projet. Plus tard, sous le mandat du Directeur général suivant, on proposa la formation d'une commission internationale d'échange qui aurait eu à peu près le même rôle. Cet autre projet fut également rejeté. On en vint alors à la formation de la Commission sur les produits de base, à Rome, qui se borne à étudier la situation internationale du point de vue des produits de base, en ayant recours au personnel de l'OAA dans ses recherches. Cette Commission sert surtout à fournir des renseignements propres à orienter différentes lignes de conduite.

L'OAA proposa ensuite l'établissement de réserves alimentaires pour les cas de famine; mais ce projet fut également rejeté pour des raisons fort valables: Non pas que les gouvernements se soient refusés à aider les peuples éprouvés par la famine, mais parce qu'ils leur semblait démontré que les pays qui disposaient d'excédents alimentaires pouvaient les mobiliser très rapidement dès que l'OAA décidait qu'il existait quelque part une famine. Puis, l'Organisation institua cette sous-commission de distribution des excédents ayant son siège à Washington. La sous-commission éprouva au début quelque difficulté à se mettre en branle, mais elle semble depuis quelque temps obtenir de meilleurs résultats. De fait plusieurs pays manifestent un réel désir de contribuer à la solution du problème, mais vous savez comme moi qu'ils sont en butte aux difficultés économiques les plus complexes qui soient. Plusieurs pays préfèrent d'ailleurs ne pas recourir à un organisme international, mais régler ce genre de question entre eux. C'est ainsi que la situation actuelle se présente. La sous-commission a mis une foule de questions à l'étude et sa principale réalisation consiste en un plan de distribution des excédents de lait en poudre écrémé.

La sous-commission, en rapport avec la question des excédents de grain, a aussi mis à l'étude un projet d'utilisation des excédents alimentaires, dans la mesure où ils dépassent la norme habituelle des opérations commerciales d'un pays, aux fins de promouvoir divers projets de développement financier. Ce projet avait déjà été présenté, du temps de la Commission internationale d'échange. Certaines clauses du programme présenté par les États-Unis proposaient une utilisation de ce genre. La sous-commission étudie présentement cette même question et doit bientôt présenter son rapport que je me ferai un plaisir de faire parvenir à votre comité car il intéresse directement votre pays. Je n'irai pas prétendre que cette sous-commission pourra obtenir des résultats vraiment considérables, mais elle a certainement l'œil ouvert sur la question des excédents alimentaires. Je crois pour ma part que le problème doit être abordé sur le plan international, mais qu'il n'est pas facile d'y arriver parce que les gouvernements répugnent à perdre leur autonomie dans ce domaine. Je crois cependant qu'il s'exerce peu à peu un certain progrès en ce sens. Cela répond-il à la question que vous m'avez posée?

SÉNATEUR LAMBERT: J'ai l'impression qu'avant la fin de la guerre, toutes ces grandes questions qui intéressent l'OAA étaient considérées dans une perspective beaucoup plus nette et avec un enthousiasme infiniment plus grand. Je me trouvais à Washington lors du grand congrès international des spécialistes en agriculture. Ils présentèrent un rapport qu'ils terminèrent par une résolution recommandant, ce qui ne s'était jamais fait encore, que les gouvernements des différents pays adoptent des mesures en vue de la culture et de la conservation des aliments. A ce moment-là, on insistait énormément sur les céréales, sur le blé en particulier qui pouvait être conservé durant plusieurs années pour être utilisé en cas d'urgence. Le tableau qu'on nous traçait il y a plus de dix ans, en 1943 je crois, d'une terrible disette et l'insistance qu'on mettait sur les besoins d'enseignement et de conservation alimentaire attirèrent l'attention de tous sur ce problème, ce qui occasionna la naissance de l'OAA au cœur des Nations Unies.

M. HAMBIDGE: Cela était vrai à cette époque-là.

SÉNATEUR LAMBERT: Et je ne crois pas que depuis la fin de la guerre la production et la distribution des céréales se soient jamais posées comme des problèmes d'envergure. Je fais mention de ce fait parce que, pour synthétiser le problème, c'est-à-dire pour en rapprocher l'aspect théorique de l'aspect pratique, les lignes de conduite ou les règlements appliqués dans ce cas tendent souvent à semer la confusion et compliquent beaucoup les échanges d'une

partie d'un pays à l'autre. On peut en dire autant de l'OIC, l'Organisation internationale du commerce, dont les accords pourraient certainement avoir, selon moi, un retentissement d'importance sur le travail de l'OAA.

M. HAMBIDGE: Ils le pourraient certainement.

Sénateur LAMBERT: Mais l'ampleur des objectifs de l'OIC, et peut-être dans une certaine mesure de l'OAA, tels que formulés au départ, est loin d'avoir été pleinement réalisée; et ce sont les différents facteurs économiques et politiques prédominant dans les différends pays qui constituent les obstacles principaux auxquels il faut s'attaquer avant d'aller plus loin.

M. HAMBIDGE: Cela est vrai, mais les États-Unis et le Canada ne se sont pas développés en un jour et je ne suis pas trop pessimiste. J'ai l'impression que nous avançons peu à peu; depuis 2,000 ou 3,000 ans les choses se faisaient d'une certaine façon, et voilà que tout change à un rythme que nous n'aurions pas cru possible. Il est certain que nous n'y pouvons rien, que tout doit changer et que nous ne pouvons nous empêcher d'y mettre une certaine impatience. On pense parfois bien connaître les problèmes d'un pays, mais c'est une erreur, car cela vous est impossible si vous n'êtes pas de la même culture que les habitants de ce pays: tout comme les États-Unis, même voisins du Canada ne sauraient savoir mieux que vous comment mener vos affaires.

Sénateur LAMBERT: Je voudrais faire une dernière remarque pour souligner que je crois sincèrement et fermement en la cause poursuivie par l'OAA et par les Nations Unies dans ce domaine. Ce sur quoi j'ai voulu insister, c'est la nécessité d'abattre du travail aussi bien chez soi qu'à l'étranger pour atteindre de façon bien concrète les objectifs poursuivis par l'OAA.

M. HAMBIDGE: Nous ne possédons certes pas la sagesse universelle, et nous devons ajouter sans cesse à celle que nous avons.

Sénateur LAMBERT: Les deux vont de pair.

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il d'autres questions? Monsieur Turgeon, c'est un problème qui vous intéresse, auriez-vous d'autres questions?

Sénateur TURGEON: J'aimerais poser une question à propos de ce que disait le sénateur Lambert. Est-il exact que quiconque lit les différents discours prononcés à la conférence de 1943, où l'OAA prit naissance, serait naturellement porté à croire que les membres des différends pays, et en particulier des pays les plus producteurs, étaient prêts à entretenir des relations commerciales beaucoup plus libres qu'auparavant? Était-ce bien là le sentiment qu'on observait chez ceux qui revenaient de cette première conférence?

M. HAMBIDGE: Je le crois en effet. C'était bien un peu l'atmosphère qui régnait alors.

Sénateur TURGEON: J'en parle, car je n'ai pas l'impression que cette attitude est celle de certains pays puissants à l'heure actuelle.

M. HAMBIDGE: C'est exact, et cela montre à quel point les conditions économiques changent facilement.

Le docteur MILLER: J'aimerais, monsieur le président, dire quelques mots là-dessus.

Le PRÉSIDENT: Très bien.

Le docteur MILLER: J'ai parcouru environ 45 pays depuis sept ans et j'y suis entré en relations avec le monde de la production et de la distribution agricole ainsi qu'avec bon nombre de dirigeants gouvernementaux. Je dois dire, et le sénateur Lambert a parlé de ce problème, qu'on se confine malheureusement aux seuls problèmes de production agricole dans les régions agricoles et de pêche dans les régions de pêche. Cela ne semble inquiéter personne, et tout le monde, dans le domaine économique, politique, militaire ou social,

ainsi que l'ensemble des dirigeants, considère la nourriture comme un fait acquis. En vérité personne n'y fait attention, ce n'est même pas un souci de deuxième ordre, on n'y pense pas tant qu'on ne crève pas de faim.

On m'a présenté comme un membre d'une faculté de l'université Harvard qui est une école de commerce; or, l'une de nos plus grandes difficultés se présente quand nous cherchons à faire comprendre aux habitants des villes et aux hommes d'affaires les causes fondamentales des frictions internationales qui naissent en réalité d'une mauvaise organisation de la production et de la distribution alimentaires. L'honorable sénateur du Québec est depuis longtemps au nombre de mes amis; nous nous sommes intéressés ensemble à ces questions, et je crois que le Canada peut apporter dans ce domaine une contribution non négligeable. Sincèrement, ce qui compromet le plus votre stabilité économique, et n'est-ce pas ce qui vous intéresse, me semble être la mauvaise organisation de la production agricole. Or, je puis me trouver en Grèce dans une semaine, puis en Yougoslavie où je n'ai pas été encore, eh bien, après ce que j'ai vu dans les autres pays, je puis bien prévoir ce qu'ils me diront. A peu près partout, les dirigeants de l'économie et de la politique n'accordent qu'une importance minime aux questions que traite M. Hambidge dans son rapport. Or, pour ma part, je crois fermement en leur importance; je m'en suis fait un chaud partisan et, quoique je ne me sois pas occupé directement de l'OAA avant 1949, je crois que de s'attaquer aux problèmes fondamentaux de la production et de la distribution agricoles constitue sinon la seule réalisation actuelle, du moins l'une des seules qui puisse avoir pour effet de dissiper les causes qui entraînent les frictions et le désordre dans le monde. Je crois que c'est l'un de nos amis, Jimmie Tomkins, qui disait à Saint-Francis qu'il est extrêmement difficile de convertir au christianisme une personne qui souffre de crampes abdominales. Il y a beaucoup de vrai dans cette affirmation. Je veux donc insister sur ce qu'a dit le sénateur Lambert. Si ce secteur-ci de l'OTAN peut trouver de fermes assises, non seulement pour la production, mais aussi pour la distribution des produits de base dans les pays membres de l'OTAN, je crois que ce serait là une excellente chose.

SÉNATEUR LAMBERT: Je ne veux pas mettre fins aux délibérations, mais j'aimerais exprimer au nom de tout notre comité le plaisir et l'intérêt que nous avons trouvés à entendre le docteur Miller et M. Hambidge et à discuter avec eux. C'est il y a 35 ans je crois, que j'ai rencontré le docteur Miller, alors que le *Farm Bureau Movement* des États-Unis et le programme conjoint des producteurs de céréales dans l'Ouest du Canada manifestent peu d'intérêt pour l'idée d'une collaboration agricole. Hier, quand je l'ai rencontré de nouveau, je me suis rendu compte que le temps avait passé! Je crois que, plus conséquent que moi, il a suivi le même chemin toujours droit, au milieu de ses nombreuses réalisations, et je suis sûr que c'est avec la plus chaleureuse unanimité que nous souhaitons à nos visiteurs le succès le plus complet pour la cause qu'ils personnifient aujourd'hui parmi nous.

LE PRÉSIDENT: Nous avons apprécié tous les renseignements et toutes les idées qui nous ont été communiqués aujourd'hui et au nom du Comité, je voudrais, messieurs, vous remercier d'être venus ici, ce matin, en dépit de vos nombreuses occupations. Vous êtes des hommes occupés, vous voyagez beaucoup, nous le savons; aussi apprécions-nous davantage votre présence et la richesse de renseignements que nous avons reçus de vous ce matin.

M. HAMBIDGE: Merci; il nous a fait plaisir de venir ici.

Le Comité s'ajourne pour se réunir de nouveau à la discrétion du président.



